

1. [Accueil](#)
2. Entity Print

Observatoire

[Banques](#)[Inclusion](#)

+ 1 -

# Rapport de l'Observatoire de l'inclusion bancaire 2021

22 Juin 2022

Siège - Façade rue de la Vrillière - Fronton

**Par François Villeroy de Galhau**

En 2021, l'ensemble des indicateurs suivis par l'Observatoire de l'inclusion bancaire ont évolué de manière encourageante. Ainsi, de façon générale, les indicateurs de fragilité ou d'exclusion financière ont été bien orientés en 2021. Ils reflètent notamment la mobilisation des acteurs de l'inclusion financière et la bonne tenue de l'activité économique au cours de l'année sous revue.

L'inclusion financière consiste à permettre à tous l'accès à des services bancaires indispensables (cadre du droit au compte) et à faciliter le financement de projets pour des personnes exclues du crédit bancaire classique (microcrédit). Plus généralement, elle consiste en tout dispositif visant à faciliter l'accès à des services financiers à faible coût. Elle a également pour but de prévenir ou traiter l'exclusion financière, l'aggravation des difficultés des consommateurs de services financiers se trouvant en situation de fragilité, ainsi que le surendettement.

En 2021, l'ensemble des indicateurs suivis par l'Observatoire de l'inclusion bancaire ont évolué de manière encourageante.

Le nombre de clients identifiés par leur banque comme étant en situation de fragilité financière a encore augmenté, 4,1 millions de personnes bénéficiant ainsi d'un plafonnement des frais d'incidents au 31 décembre 2021, contre 3,8 millions fin 2020. Cela traduit essentiellement l'optimisation du mécanisme de détection par les banques, car, sur le plan général, le volume des incidents bancaires est resté à des niveaux bas et toujours inférieurs à ceux enregistrés en 2019. En parallèle, le nombre de bénéficiaires de l'offre spécifique a progressé de 15% sur un an, à 688 354 personnes.

**21357**

microcrédits personnels accordés en 2021, soit + 7,2 % par rapport à 2020

# 52515

microcrédits professionnels accordés en 2021, soit + 4,3 % par rapport à 2020

# 28147

désignations d'établissements de crédit pour les personnes physiques agissant à des fins non professionnelles dans le cadre de la procédure de droit au compte, soit - 2,7 % par rapport à 2020

Le volume des nouvelles inscriptions sur les fichiers d'incidents tenus par la Banque de France est resté modéré, avec 685 901 entrées au Fichier national des incidents de remboursement des crédits aux particuliers (– 20 % par rapport à 2019) et 767 520 entrées au Fichier central des chèques (– 38 % par rapport à 2019). Cette tendance corrobore le résultat des points de conjoncture réalisés chaque mois entre les principaux réseaux bancaires et la Banque de France.

Le nombre de dossiers de surendettement déposés auprès de la Banque de France est demeuré lui aussi inférieur aux dépôts de 2019, avec 120 975 dossiers en 2021, contre 143 091.

La procédure de droit au compte a également été un peu moins utilisée, avec 34 594 désignations opérées par la Banque de France en 2021, contre 36 056 en 2020. Cependant, des difficultés persistantes sur certains points de sa mise en œuvre ont conduit les pouvoirs publics à la faire évoluer ; les nouvelles dispositions entrent en application en juin 2022.

Les encours de microcrédits personnels et professionnels ont progressé, et atteignent 1,7 milliard d'euros fin 2021. Des mesures réglementaires ont été prises à la suite du rapport du député Philippe Chassaing pour favoriser la poursuite de leur développement.

Ainsi, de façon générale, les indicateurs de fragilité ou d'exclusion financière ont été bien orientés en 2021. Ils reflètent notamment la mobilisation des acteurs de l'inclusion financière et la bonne tenue de l'activité économique au cours de l'année sous revue. Ce constat est confirmé par les données disponibles au 1er trimestre 2022. L'ensemble des acteurs, banques et intervenants sociaux demeurent toutefois vigilants, dans un contexte devenu plus incertain.

En matière d'accompagnement, le réseau des Points conseil budget (PCB), spécialisé dans l'accès aux droits et l'accompagnement budgétaire, s'est encore étoffé et compte, depuis janvier 2022, 500 implantations. La Banque de France a, pour sa part, traité plus de 1,3 million de demandes ou questions du public dans son réseau, par téléphone, courrier ou via son site Internet.

Enfin, la stratégie nationale d'éducation économique, budgétaire et financière (EDUCFI), dont la Banque de France est l'opérateur, a poursuivi son déploiement, avec notamment près de 37 000 jeunes et 4 000 enseignants sensibilisés aux finances personnelles et à la gestion d'un budget, et près de 20 000 intervenants sociaux formés.

## Télécharger l'intégralité de la publication

[Rapport de l'Observatoire de l'inclusion... \(PDF - 2 Mo\)](#)

[Communiqué de presse de l'Observatoire d... \(PDF - 290 Ko\)](#)

[Annexes statistiques 2021 \(PDF - 145 Ko\)](#)